

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

FONDATION ROBERT SCHUMAN

Fondation reconnue d'utilité publique

203 bis boulevard Saint-Germain
75007 PARIS



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux administrateurs de la fondation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION ROBERT SCHUMAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles générales d'établissement et de présentation des comptes » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du nouveau règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'ANC.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de la fondation.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 février 2025

Le Commissaire aux comptes,
JPA



Damien POTDEVIN

Bilan - Exercice 2024

ACTIF	Exercice 2024 Clos le 31-12-2024			Exercice 2023 Clos le 31-12-2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	9 029,80	9 029,80	-	-
<i>Frais d'établissement</i>	-	-	-	-
<i>Frais de recherche et développement</i>	-	-	-	-
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>	-	-	-	-
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et droits similaires</i>	9 029,80	9 029,80	-	-
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	-	-	-	-
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	-	-	-	-
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	110 448,19	86 346,49	24 101,70	24 166,44
<i>Terrains</i>	-	-	-	-
<i>Constructions</i>	-	-	-	-
<i>Installations techniques, mat.outillage industriel</i>	-	-	-	-
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	110 448,19	86 346,49	24 101,70	24 166,44
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	-	-	-	-
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières	10 279,20	-	10 279,20	10 279,20
<i>Participations et Créances rattachées à des participations</i>	-	-	-	-
<i>Autres titres immobilisés</i>	-	-	-	-
<i>Prêts</i>	-	-	-	-
<i>Autres</i>	10 279,20	-	10 279,20	10 279,20
TOTAL I	129 757,19	95 376,29	34 380,90	34 445,64
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	88 546,28	-	88 546,28	90 563,60
<i>Usagers et comptes rattachés</i>	7,60	-	7,60	763,60
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	-	-	-	-
<i>Autres</i>	88 538,68	-	88 538,68	89 800,00
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 280 953,70	-	1 280 953,70	1 316 283,34
Charges constatées d'avance	8 897,52	-	8 897,52	9 280,74
TOTAL II	1 378 397,50	-	1 378 397,50	1 416 127,68
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 508 154,69	95 376,29	1 412 778,40	1 450 573,32

Bilan - Exercice 2024

PASSIF	<i>Exercice 2024</i> <i>Clos le 31-12-2024</i>	<i>Exercice 2023</i> <i>Clos le 31-12-2023</i>
	Net	Net
<u>FONDS PROPRES</u>		
Fonds propres sans droit de reprise	<u>762 245,09</u>	<u>762 245,09</u>
<i>Fonds propres statutaires</i>	762 245,09	762 245,09
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	<u>-</u>	<u>-</u>
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves	<u>206 923,24</u>	<u>206 923,24</u>
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	206 923,24	206 923,24
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	-	-
<i>Autres</i>	-	-
Report à nouveau	- 35 444,83	- 42 813,28
Excédent ou déficit de l'exercice	- 48 698,61	7 368,45
Situation nette (sous total)	<u>885 024,89</u>	<u>933 723,50</u>
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	11 956,00	11 956,00
Provisions réglementées	-	-
TOTAL I	896 980,89	945 679,50
<u>FONDS REPORTES ET DEDES</u>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	-	-
TOTAL II	-	-
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	35 200,00	32 500,00
TOTAL III	35 200,00	32 500,00
<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 124,57	70 512,49
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	85 383,46	80 712,58
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	3 089,48	928,62
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	320 000,00	320 000,00
TOTAL IV	480 597,51	472 153,69
Ecart de conversion Passif (V)	-	240,13
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 412 778,40	1 450 573,32